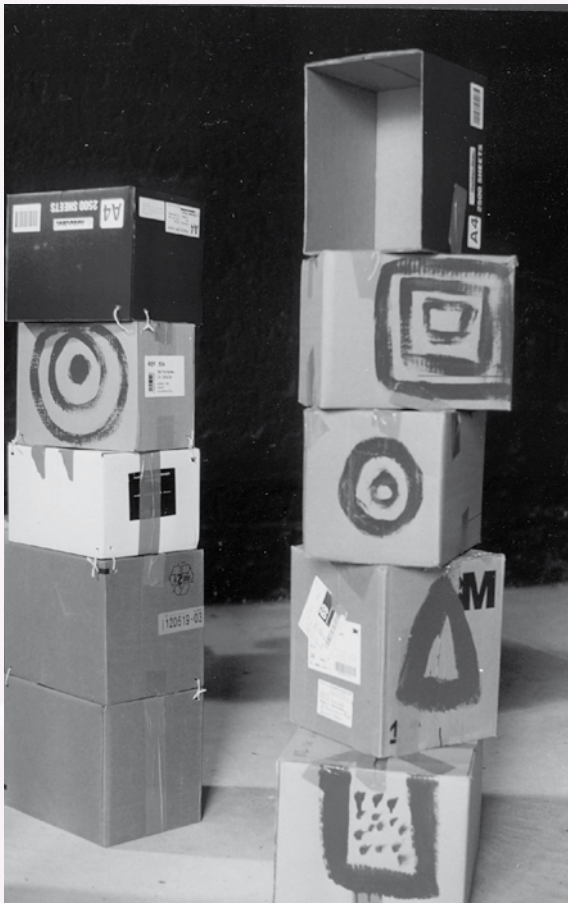


# Nécessité et difficultés de l'économie solidaire dans la mondialisation

Il y a quelques années nous avons fait un numéro de la revue *Ecologie et Politique* où l'on désignait l'économie solidaire comme *écologie du lien social* et je me retrouve particulièrement dans les thématiques *Mondialisation et santé mentale* qui sont traitées en ce moment.

• **Jean-Louis Laville**  
Sociologue et économiste, Professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers (Paris)



On a beaucoup abordé les effets psychosociaux négatifs de la mondialisation à juste titre puisqu'on connaît le cortège de souffrances qu'il y a aujourd'hui dans le monde entier ; on sait aussi, si on regarde l'expérience européenne, que la situation dans laquelle nous sommes qui est la situation d'une société de marché, produit des risques très graves. Si l'on se réfère aux années 30, on sait que cette société de marché à généré une régression autoritaire et certains de ces signes peuvent également réapparaître. Donc il y a une déstabilisation des sociétés, mais je voudrais malgré tout mettre l'accent sur le fait qu'il y a aussi des avancées, même modestes, même ténues, de démocratisation. Cela renvoie

à une épistémologie, et là je me référerai à Boaventura de Sousa Santos<sup>1</sup> par exemple qui met l'accent sur la nécessité de coupler une science sociale critique avec une science sociale des émergences, c'est-à-dire mettre en avant aussi ce qui est en train de se passer dans la société, et à Albert Hirschman qui met également l'accent sur l'articulation entre une perspective critique et une perspective d'ouverture du champ des possibles, ce qu'il appelle une perspective possibiliste.

Je vais vous parler d'un mouvement invisible, le mouvement de l'économie solidaire, qui pourtant prend une certaine consistance dans plusieurs continents avec des politiques publiques qui ont été adoptées à son égard dans certains pays d'Amérique du Sud, avec en 2010 la première rencontre africaine de l'économie solidaire et 17 pays représentés. Cette année, la constitution d'un réseau européen d'économie solidaire et la première rencontre asiatique l'an dernier de l'économie solidaire, montrent que ce phénomène invisible est pourtant présent dans des contextes très différents. Je vais essayer de résumer mon propos en essayant de prolonger ce qui a été dit en 4 points :

1. Quelle est exactement la crise dans laquelle nous sommes ?
2. Quelles sont les formes de réaction de la société civile ?
3. Quelles sont les significations profondes de ce mouvement d'économie solidaire ?
4. Quelles sont les conditions de sa véritable reconnaissance ?

## La jeunesse de la crise

Je pense que si on veut être précis, il vaut mieux parler d'une succession de crises que nous vivons depuis quelques décennies, plutôt que d'une crise ponctuelle.

1. Boaventura de Sousa Santos, Professor of Sociology at the University of Coimbra in Portugal and a Distinguished Legal Scholar at the University of Wisconsin-Madison

Il y a eu des crises qui se sont succédées et aucune n'a trouvé véritablement de réponse ; je voudrais rappeler à cet égard, la première crise des années 1960-1970, qui est une crise culturelle, une crise de valeurs que l'on peut spécifier en parlant d'un effritement de l'idéologie du progrès, de l'idéologie productiviste.

Il y a eu tout un ensemble de nouvelles questions qui ont été posées à ce moment-là sur la production, mais aussi sur la consommation ; c'est ce que l'on appelait à l'époque, les nouveaux mouvements sociaux, et ceci incluait aussi des préoccupations en terme de santé publique, en particulier, une mise en cause d'un état social traditionnel qui reposait trop souvent sur l'assimilation entre usagers et assujettis ; donc il y avait une préoccupation de droit civique qui s'est exprimée dans différents champs, par exemple celui de la garde des enfants, celui de l'aide aux personnes âgées mais aussi la critique de l'enfermement psychiatrique. Il y avait tout un ensemble de collectifs volontaires qui se sont constitués à cette période pour réclamer une avancée des droits, mais aussi qui ont manifesté une modification des formes d'engagement public au sens où les formes adoptées ont été des formes moins déléguées, moins centralisées, beaucoup plus axées sur des actions concrètes locales et qui dans une certaine mesure amenaient à intervenir aussi sur une autre économie comme un moyen d'aller vers un autre monde, si on reprend les termes qui ont été rendus célèbres ensuite par le mouvement altermondialiste . Donc, il y a eu ce premier moment de nouveaux mouvements sociaux à partir d'une crise culturelle.

Et puis ensuite on a oublié ce premier moment parce qu'a eu lieu ce qu'on a appelé à tort la crise économique qui est en fait une gigantesque restructuration capitaliste avec les principes du consensus de Washington, c'est-à-dire une condamnation généralisée de l'intervention publique comme étant un facteur de perte de compétitivité. On a alors remis le marché haut en première place et ça a entraîné tout le mouvement de dérégulation financière et économique que l'on connaît. Cela a entraîné d'autres collectifs qui se sont fait

jour à ce moment-là, des collectifs qui voulaient beaucoup moins aller vers un autre monde, et beaucoup plus défendre ce qui pouvait l'être, des collectifs qui étaient centrés autour de la lutte contre l'exclusion, autour de l'insertion, autour de la défense du travail et du revenu. Il me semble que le mouvement d'économie solidaire dans sa complexité tient à ce qu'il prend source dans ces deux crises, c'est à dire qu'il y a à la fois un aspect de réparation, mais aussi, un aspect auquel il n'a pas renoncé de transformation sociale. Il y a une articulation complexe entre ces deux dimensions de réparation et de transformation.

### **Les formes des expériences d'économie solidaire**

Je prendrai juste deux exemples.

Un premier exemple : il y a des groupes d'économie solidaire qui se sont constitués à partir des problèmes de santé mentale, je pense évidemment à l'exemple fameux de l'Italie, dans lequel la fermeture des asiles psychiatriques qui ne généraient pas de solution concrète pour les personnes concernées, a entraîné la mise en place de coopératives de solidarités sociales nées dans l'illégalité dans les années 70. Elles ont ensuite été reconnues dans la loi à partir des années 80, c'est-à-dire à travers de nouvelles structures qui permettaient d'admettre comme membres, à la fois des usagers, des professionnels et des volontaires. On avait trois catégories et il y a une dynamique de nouvelle structure juridique dite de multipartie prenante.

Ce qui est intéressant c'est que ce modèle qui a émergé en Italie a été maintenant reconnu dans les législations d'une vingtaine de pays dans le monde sur différents continents. On voit bien que cette dynamique multipartite correspond à des manières d'aborder les services relationnels en s'arrimant sur l'expression des différentes parties prenantes. On retrouverait ça dans des mouvements comme le mouvement « Progrès » en France qui a aussi mis l'accent sur l'accès au travail, comme les coopératives de solidarité sociale avec l'idée que, par l'accès au travail, on ne vise pas une nouvelle discipline pour les personnes concernées, mais une possibilité de participation pour ces personnes à travers des

formes collectives de structures.

Là encore, il y a donc eu tout un ensemble de structures qui ont émergées directement à partir des questions de santé mentale, mais il y a aussi d'autres structures qui ont eu des effets psychosociaux sans partir de cette question là au départ, et je pourrais citer de nombreuses expériences de développement local. J'en mentionnerai uniquement une pour mémoire, l'expérience des banques communautaires au Brésil qui sont nées à partir de l'expérience très connue de Banco Palmas – Fortaleza (Brésil) et qui joue sur deux leviers :

- un levier d'injection par les collectivités locales de financements publics,
- un levier de monnaie sociale locale.

Le fait qu'il y ait une monnaie sociale créée localement permet de générer tout un ensemble de discussions dans des univers urbains aussi bien que ruraux autour des questions : est-ce qu'on gère cette monnaie, quels en sont les apports et les limites.

### **Les significations profondes de ce mouvement d'économie solidaire**

On voit bien qu'à travers ces exemples, il y a, je crois, et c'est le troisième point auquel je viendrai, une signification de l'économie solidaire qui est en fait une volonté de repenser le politique et de repenser l'économie, c'est-à-dire de penser le politique au-delà de l'État, de reconnaître qu'il y a une capacité d'action collective par l'auto-organisation de la société civile, et de réhabiliter une dimension d'espace public au sens de participation et de délibération des citoyens. Je pense que cette dimension publique est tout à fait constitutive des expériences d'économie solidaire. Il y a aussi une volonté de repenser l'économie au-delà du marché, et là on se réfère à toute une approche socio-anthropologique de l'économie qui montre, en particulier à travers les travaux révérenciels de Karl Polanyi, qui reprend lui-même le travail d'autres anthropologues, qu'il y a une pluralité de principes économiques. Certes le marché est très ancien, mais il y a d'autres principes économiques : la redistribution, la réciprocité, qui ne sont pas des principes archaïques mais qui sont en œuvre dans notre modernité avancée. Donc retrouver aussi cette pluralité de l'économie réelle qui est masquée par l'idéologie du marché.

Il me semble qu'il y a cette volonté de repenser le politique, de repenser l'économie et donc de repenser les agencements entre sphère économique et politique puisque, dans la vie quotidienne, ces sphères sont imbriquées et souvent, dans nos cloisonnements institutionnels et disciplinaires, nous parlons soit de politique, soit d'économie, mais sans arriver véritablement à mixer les deux approches alors que, comme l'a remarqué Frazer et bien d'autres, les espaces publics populaires sont caractérisés par le fait qu'ils sont avant tout centrés sur les questions socio économiques.

Il me semble qu'il y a cette dimension de solidarité vécue qui fonde une autre économie politique mais qui fonde aussi une critique anthropologique du libéralisme en actes, c'est-à-dire que, par rapport à l'objet de cette rencontre, l'anthropologie libérale suppose une complétude de l'individu définie comme homo-*economicus* ; or, ce à quoi on se réfère avec ces expériences d'économie solidaire, avec ces expériences de solidarité en économie, c'est justement la reconnaissance de l'incomplétude, la reconnaissance de ce que Jean Furtos appelle la précarité dans le sens de la nécessaire et incontournable ouverture à l'autre. Je pense qu'il y a aussi un apport de ces expériences sur le rapport au changement social puisqu'en fait il ne s'agit pas de trouver un modèle alternatif parfait qu'il faudrait ensuite appliquer, il s'agit de reconnaître l'ouverture des possibles qui est déjà en train de se faire dans la société et de voir comment ces expériences peuvent avoir des marges de manœuvres qui soient de plus en plus fortes.

### **Les conditions d'une reconnaissance réelle de l'économie solidaire**

Il faut être vigilant et pas naïf car il y a de très grandes forces qui s'opposent à la reconnaissance de l'économie solidaire et qui se manifestent par plusieurs scénarios.

Le premier scénario qui s'oppose à la reconnaissance de cette économie solidaire, c'est la réduction de l'économie solidaire à un sous-service public. On voit bien avec l'importance du « new public management » par exemple, avec les nouvelles formes de gestion qui ont été introduites dans les services publics, dans les ONG, dans le monde associatif,

qu'il y a une appréhension de la qualité à partir de certifications techniques, il y a une centration sur l'efficacité et l'efficience, il y a une fonctionnalisation de ces organisations, leur réduction à la prestation de service, et finalement il y a un oubli de la mission institutionnelle au profit de la dimension organisationnelle sur laquelle sont rabattues toutes ces tentatives. Ça amène à une normalisation sur le registre d'un sous-service public qui est un des dangers qui guette l'économie solidaire et qui est une des dérives que l'on voit aujourd'hui en train de se faire.

Le deuxième scénario annihile la portée critique de l'économie solidaire, c'est sa réduction au « social business » ; on le voit avancer de plus en plus dans un certain nombre de contextes (contexte nord-américain et autres), ce n'est plus que l'adjuvant d'une moralisation du capitalisme et on considère que toutes ces tentatives doivent se réduire à des manières de faire oublier les problèmes de droits humains et de considérer que finalement les entreprises, avec des fonctions annexes sociales, pourraient suffire à résoudre les problèmes et à nier leur dimension

politique. Malgré tout, il y a une possibilité de reconnaissance de cette économie solidaire, de maintien et de consolidation de son identité, mais cela suppose une voie étroite. Cette voie étroite passe par des alliances institutionnelles, par la coproduction de politiques publiques, mais aussi par la réflexion sur de nouveaux indicateurs de richesse et l'impossibilité de se satisfaire du seul indicateur quantitatif de la croissance.

A cet égard, des expériences comme celles de l'Équateur et de la Bolivie sont intéressantes parce que ces deux pays viennent de reconnaître, dans leur nouvelle constitution, l'économie plurielle comme étant une nécessité pour aller non plus vers un objectif de croissance, mais vers un objectif de « buen vivir », de bien-vivre, et on voit bien qu'il est possible de définir un autre vivre ensemble à travers une autre approche de l'économie et dans ces deux constitutions, on reconnaît qu'une économie qui fait de la place à tout le monde, suppose qu'il y ait un secteur privé avec des régulations, un secteur public, mais aussi ce qui est appelé dans les termes même de leur constitution, une économie solidaire. ||